

تلمسان ظهور المشاريع ينعش بلدية الغزوات

مختلف الاختصاصات. وفي مجال مشاريع الصندوق المشترك للجماعات المحلية، أكد رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية الغزوات، أنه تم من هذه الناحية ترميم 15 ابتدائية بمبلغ 6 ملايين سنتيم. وعن المشاريع الممولة ذاتيا من طرف البلدية، فقد شملت مليارا و600 مليون سنتيم مست المياه الصالحة للشرب، ومليار و916 مليون سنتيم وُجّهت للتطهير، و16 مليار سنتيم لتهيئة وصيانة الطرقات وتدعيم الإنارة العمومية، في حين عرفت المشاريع القطاعية المختلفة حصة الاستفادة من الميزانية والتي قُدرت بـ37 مليار سنتيم، حيث تم في هذا الشأن تشييد العديد من المؤسسات الجديدة كالقاعة متعددة الخدمات بسيدي اعمر ومصلحة الاستعجال بالمستشفى وبنك للتوفير والاحتياط ومقر للحماية المدنية ومدرسة ابتدائية، من المنتظر أن تنطلق بها الأشغال قبيل الدخول المدرسي الجديد، إضافة إلى تهيئة العديد من المصالح الإدارية بالبلديات في إطار عصرنه ورقمنة الإدارة بـ800 مليون سنتيم، مع تدعيم الحركة الثقافية والرياضية بعدة جمعيات محلية.

• ل. عبد الحليم

تبين المشاريع التنموية التي استفادت منها بلدية الغزوات خلال خمس سنوات الأخيرة، أن المتاعب التي كان يلاقيها المواطنون منذ سنوات بدأت ملامحها تتلاشى تدريجيا في ظل سعي السلطات لبرمجة أكبر قدر ممكن من المشاريع التنموية القاعدية من سكّات، هياكل تربية، قنوات الصرف الصحي، قنوات مياه الشرب، الغاز الطبيعي، الإنارة العمومية، ملحقات بلدية، وغيرها من المشاريع الأساسية التي ارتأت جريدة "المساء" تسليط الضوء عليها، أكد رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية الغزوات في هذا الصدد، أنه بناء على انشغال سكان البلدية والذي ظل حلمهم منذ عدة سنوات مضت، تم تهيئة وادي غزوانة بمبلغ 85 مليار سنتيم، بالمقابل سجلت البلدية ما يفوق 95 بالمائة من نسبة التزود بالمياه الصالحة للشرب، وأزيد من 88 بالمائة نسبة التغطية بشبكة الغاز الطبيعي، وبخصوص عملية ربط المساكن بقنوات الصرف الصحي فقد بلغت - حسب - نسبة 95 بالمائة. كما حققت البلدية مشروع 700 سكن اجتماعي بحي سيدي أعمر، و600 سكن آخر لعدل مع توزيع 150 سكنا، فضلا عن توزيع 213 حصة من الإعانات الريفية، وتسوية 560 ملفا، وترميم 120 منزلا. إلى جانب هذا قامت البلدية بتوظيف 200 عامل في

De nouveaux barrages sont en projet ou en chantier

FEU DE TOUS BOIS POUR ASSURER LA SÉCURITÉ HYDRIQUE

Le cabinet Oxford business group a estimé, dans une récente mise à jour parue sur son portail électronique, que les efforts déployés par l'Algérie pour améliorer sa sécurité hydrique vont franchir une étape importante dans les deux ans et demi à venir avec la mise en service d'une série de nouveaux barrages.



Par H. Bensale

Le cabinet se base sur les déclarations d'Abdelkader Ouali, au moment où il était ministre des Ressources en Eau et de l'Environnement, qui a déclaré dans les médias en début d'année que neuf nouveaux barrages seraient opérationnels d'ici 2019. Cinq d'entre eux le barrage d'Ouljet Mellegue dans la wilaya de Tébessa, le barrage de Soubella à M'sila, le barrage de Béni Slimane à Médéa, le barrage d'Oued Taht à Mascara et le barrage de Seglaba à Laghouat – devraient être mis en service au deuxième semestre de cette année. Ensemble, ils disposeront d'une capacité de retenue totale de 500 millions de mètres cubes. Les quatre autres barrages démarreront leurs activités au cours des deux années suivantes. L'Algérie compte actuellement 75 barrages d'une capacité totale de 6,5 milliards de mètres cubes. S'exprimant récemment, le ministre actuel des Ressources en Eau, Hocine Necib, a déclaré que le taux de remplissage de ces derniers avait atteint 68%. Le directeur de l'Agence nationale des barrages et des transferts, Beraki ARezki, avait

estimé dans la presse un mois plus tôt que la situation était «très confortable» avec un taux de remplissage de 70% similaire à celui relevé l'année précédente. Néanmoins, relève OBG, dans un contexte de croissance de la population, d'urbanisation, de hausse des températures, d'industrialisation accrue et de développement du secteur agricole, les autorités poursuivent sans faillir leurs projets de développement des infrastructures hydrauliques du pays. 80 sites supplémentaires ont été recensés pour la réalisation de nouveaux barrages, et 30 d'entre eux ont fait l'objet d'études de faisabilité. Le gouvernement entend faire passer à 139 le nombre total de barrages en Algérie d'ici 2030, et, ce faisant, atteindre une capacité de stockage de près de 12 milliards de mètres cubes sur l'ensemble du pays. Quid des investissements privés dans ce secteur ? Outre l'augmentation de la capacité des barrages, l'Algérie s'est également attelée à développer sa production d'eau potable à partir de l'eau de mer et plusieurs usines de dessalement construites depuis 2000 permettent d'approvisionner la population en eau douce à partir de l'eau de mer de la

Méditerranée. La station de dessalement par osmose inverse de Magtaa à Oran en est peut-être l'exemple le plus marquant : d'une capacité de traitement de 500 000 mètres cubes par jour (m³/jour) – permettant l'approvisionnement en eau potable de 5 millions de personnes – il s'agit là de la plus grande usine de dessalement de toute l'Afrique. Mise en service en 2015, l'usine, dont la construction a nécessité un investissement de 443 millions d'euros, a vu le jour dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) de type DBOOT (conception, construction, possession, exploitation, transfert) avec le groupe Hyflux de Singapour. Les banques algériennes se sont acquittées du financement du projet à hauteur de 70% et Hyflux s'est chargé du reste. Elle est venue s'ajouter à la station de dessalement d'eau de mer d'El Hamma, inaugurée en 2008 et première usine de dessalement du continent construite dans le cadre d'un partenariat public-privé. Le site produit en moyenne 200 000 m³/jour, garantissant l'approvisionnement en eau d'1,5 million d'habitants d'Alger, la capitale du pays. Le groupe américain General

Electric a apporté 70% du financement du projet, le reste étant fourni par l'entreprise du secteur de l'énergie Algerian Energy Company (AEC). Co-entreprise formée entre les groupes publics Sonatrach et Sonelgaz, l'AEC est responsable de 13 usines de dessalement, dont 11 actuellement en service, d'une capacité totale de 2,1 millions de m³/jour. Cela représente une hausse considérable des capacités de dessalement de l'Algérie, qui s'élevaient à peine à 50 000 m³/jour en 2002. Ensemble, les barrages et les infrastructures de dessalement ont multiplié par près de trois la capacité du pays de distribution d'eau potable destinée à la consommation, celle-ci passant d'1,2 milliard de mètres cubes en 1999 à 3,5 milliards aujourd'hui. La poursuite des investissements dans ces dernières infrastructures revêt une importance particulière dans la mesure où les ressources renouvelables d'eau douce intérieures diminuent – celles-ci sont passées de 962 mètres cubes par habitant en 1962 à moins de 290 en 2014, selon la Banque Mondiale – et du fait d'un milieu naturel contraignant, qui fait du réapprovisionnement des réservoirs une tâche

difficile. Le gouvernement n'a pas manqué de prendre en compte dans son dernier plan quinquennal la nécessité d'effectuer davantage d'investissements dans le ce domaine. Le plan d'action économique pour la période 2015-2019 alloue 18 milliards de dollars à l'amélioration de la sécurité hydrique, ce qui en fait le plus important domaine d'investissement. Toutefois, étant donné le doublement l'an dernier de la dette publique, qui s'est élevée à 20,36% du PIB, selon les chiffres du FMI, il se pourrait que l'Etat se tourne vers le secteur privé pour une participation au financement de projets de sécurité hydrique, comme il l'avait fait pour les stations de dessalement de Magtaa et d'El Hamma. Les infrastructures de distribution d'eau ont également grand besoin d'investissements. S'exprimant dans les médias le mois dernier, M. Necib a reconnu que de nombreuses provinces étaient toujours confrontées à des problèmes pour ce qui est de la distribution d'eau, et que 30% de la production totale d'eau était perdue à cause d'infrastructures de transport et de distribution défectueuses.

H. B.

KHENCHELA: **Lancement avant la fin de l'année d'une nouvelle opération de mise à niveau du réseau AEP à Kaïs**

Une nouvelle opération de réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) dans la commune de Kaïs, wilaya de Khenchela, sera lancée "avant la fin de l'année en cours", a indiqué hier à l'APS, le directeur local des ressources en eau (DRE).

Le projet concerne le renouvellement des anciennes canalisations de conduite et de raccordement fabriquées en amiante-ciment, a précisé M. Mohamed Boudjeltia, soulignant que ce chantier a

nécessité la mobilisation de 600 millions de dinars.

Dans les détails, le même responsable a ajouté que l'opération concernera les conduites de distribution d'eau à savoir les réseaux principaux et secondaires à l'intérieur du tissu urbain de la ville de Kaïs.

Cette action de réhabilitation ciblera un réseau long de 46 km réparti sur plusieurs quartiers de cette ville dont les habitants souffrent d'un déficit en matière d'alimentation en eau potable (AEP) en

raison, entre autres, de la vétusté de ce réseau, a-t-on noté.

Le même responsable a souligné que dans l'objectif d'améliorer l'approvisionnement en eau potable dans la commune de Kaïs, un réservoir d'eau, d'une capacité de 5.000 m3 est actuellement en cours de réalisation.

Ce réservoir s'ajoute aux deux (2) autres ouvrages similaires de 2.000 m3 chacun lesquels alimentent en AEP la commune, a-t-on conclu.

SÉCURITÉ HYDRIQUE

Réception en 2019 de neuf nouveaux barrages

Les efforts déployés par l'Algérie pour améliorer sa sécurité hydrique vont franchir une étape importante dans les deux ans et demi à venir avec la mise en service d'une série de nouveaux barrages.

PAR AMAR AOUIMER

Abdelkader Ouali, alors ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, a déclaré aux médias en début d'année que pas moins de neuf nouveaux barrages seraient opérationnels d'ici à 2019. Cinq d'entre eux – le barrage d'Ouljet Mellegue dans la wilaya de Tébessa, le barrage de Soubella à M'sila, le barrage de Béni-Slimane à Médéa, le barrage d'Oued-Taht à Mascara et le barrage de Seglaba à Laghouat – devraient être mis en service au deuxième semestre de cette année. Ensemble, ils disposeront d'une capacité de retenue totale de 500 millions de mètres cubes. Les quatre autres barrages démarreront leurs activités au cours des deux années suivantes.

De l'eau, de l'eau, de l'eau partout

L'Algérie compte actuellement 75 barrages d'une capacité totale de 6,5 milliards de mètres cubes. S'exprimant dans les médias le mois dernier, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a déclaré que le taux de remplissage de ces derniers avait atteint 68 %.

Le directeur de l'Agence nationale des barrages et des transferts Beraki Arezki avait déclaré dans la presse un mois plus tôt que la situation était "très confortable" avec un taux de remplissage de 70 % similaire à celui relevé l'année précédente.

Néanmoins, dans un contexte de croissance de la population, d'urbanisation, de hausse des températures, d'industrialisation accrue et de développement du secteur agricole, les autorités poursuivent sans faillir leurs projets de développement des



infrastructures hydrauliques du pays. 80 sites supplémentaires ont été recensés pour la réalisation de nouveaux barrages, et 30 d'entre eux ont fait l'objet d'études de faisabilité.

Le gouvernement entend faire passer à 139 le nombre total de barrages en Algérie d'ici à 2030, et, ce faisant, atteindre une capacité de stockage de près de 12 milliards de mètres cubes sur l'ensemble du pays.

Investissements privés

Outre l'augmentation de la capacité des barrages, l'Algérie s'est également attelée à développer sa production d'eau potable à partir de l'eau de mer et plusieurs usines de dessalement construites depuis 2000 permettent d'approvisionner la population en eau douce à partir de l'eau de mer de la Méditerranée.

La station de dessalement par osmose inverse de Magtaa à Oran en est peut-être l'exemple le plus marquant : d'une capacité de traitement de 500 000 mètres cubes par jour (m³/jour) – permettant l'approvisionnement en eau potable de 5 millions de personnes – il s'agit là de la plus grande usine de dessalement de toute l'Afrique.

Mise en service en 2015, l'usine, dont la construction a nécessité un investissement de 443 millions d'euros, a vu le jour dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) de type DBOOT (conception, construction, possession, exploitation, transfert) avec le groupe Hyflux de Singapour. Les banques algériennes se sont acquittées du financement du projet à hauteur de 70 % et Hyflux s'est chargé du reste.

Elle est venue s'ajouter à la station de

dessalement d'eau de mer d'El Hamma, inaugurée en 2008 et première usine de dessalement du continent construite dans le cadre d'un partenariat public-privé. Le site produit en moyenne 200.000 m³/jour, garantissant l'approvisionnement en eau d'1,5 million d'habitants d'Alger, la capitale du pays. Le groupe américain General Electric a apporté 70% du financement du projet, le reste étant fourni par l'entreprise du secteur de l'énergie Algerian Energy Company (AEC).

Co-entreprise formée entre les groupes publics Sonatrach et Sonelgaz, l'AEC est responsable de 13 usines de dessalement, dont 11 actuellement en service, d'une capacité totale de 2,1 millions de m³/jour. Cela représente une hausse considérable des capacités de dessalement de l'Algérie, qui s'élevaient à peine à 50.000 m³/jour en 2002.

Des défis aux opportunités

Ensemble, les barrages et les infrastructures de dessalement ont multiplié par près de trois la capacité du pays de distribution d'eau potable destinée à la consommation, celle-ci passant d'1,2 milliard de mètres cubes en 1999 à 3,5 milliards aujourd'hui.

La poursuite des investissements dans ces dernières infrastructures revêt une importance particulière dans la mesure où les ressources renouvelables d'eau douce intérieures diminuent – celles-ci sont passées de 962 mètres cubes par habitant en 1962 à moins de 290 en 2014, selon la Banque Mondiale – et du fait d'un milieu naturel contraignant, qui fait du réapprovisionnement des réservoirs

une tâche difficile.

Le gouvernement n'a pas manqué de prendre en compte dans son dernier plan quinquennal la nécessité d'effectuer davantage d'investissements dans ce domaine. Le plan d'action économique pour la période 2015-2019 alloue 18 milliards de dollars à l'amélioration de la sécurité hydrique, ce qui en fait le plus important domaine d'investissement.

Toutefois, étant donné le doublement l'an dernier de la dette publique, qui s'est élevée à 20,36 % du PIB, selon les chiffres du FMI, il se pourrait que l'Etat se tourne vers le secteur privé pour une participation au financement de projets de sécurité hydrique, comme il l'avait fait pour les stations de dessalement de Magtaa et d'El Hamma. Les infrastructures de distribution d'eau ont également grand besoin d'investissements. S'exprimant dans les médias le mois dernier, Hocine Necib a reconnu que de nombreuses provinces étaient toujours confrontées à des problèmes pour ce qui est de la distribution d'eau, et que 30% de la production totale d'eau était perdue à cause d'infrastructures de transport et de distribution défectueuses.

A.A.

Ressources en eau

Rénovation des installations de forage, de stockage et de distribution de l'eau

Le ministère des Ressources en eau a annoncé qu'une enveloppe de plus de six milliards de dinars a été mobilisée par le Fonds national de l'eau pour le financement d'opérations de rénovation d'installations de forage, de stockage et de la distribution de la ressource hydrique, apprend-on auprès de l'APS. Les wilayas les plus touchées par des perturbations dans l'alimentation en eau potable vont bénéficier en priorité par cette enveloppe financière. Il s'agit d'El Tarf, Annaba, Bouira, Bordj Bou Arreridj, Blida, Tizi-Ouzou, Tébessa, Souk Ahras, Médéa et Sétif. Pour El Tarf, l'effort porte sur le renouvellement de la conduite de refoulement du système d'AEP à Besbes et Dréan où les essais sont déjà en cours. L'achèvement du projet, prévu dans les prochaines semaines, permettra de desservir les communes de Dréan, Besbes, Chihani et Chbaita Mokhtar à partir de la station de pompage des Salines. Il est également retenu la réhabilitation et l'extension de la station de traitement de Bouhadjar du Barrage Cheffia, dont les travaux ont été récemment achevés et qui devra soulager Bouhadjar, Hammam Béni Salah, Oued Zitoun, Ain Kerma et Zitouna. Pour Annaba, il est prévu la réhabilitation du système d'AEP à partir du champ de captage de Guerbez, incluant les conduites et la station de pompage. Ainsi, une production de 9.000 m³/j est attendue, permettant d'améliorer l'alimentation en eau potable de Berrahal, Chétaibi, Oued El Aneb, Kalitoussa, Ain Chouga, Ait Amar, Bouguessas, Cheurfa, Sellami El Eulma et Laabidi, détaille la même source.

استكمال مشاريع التزويد بالماء الشروب رصد 404 مليار سنتيم لإنهاء أزمة العطش بباتنة

أعطى، والي ولاية باتنة "عبد الخالق صيودة" في أول خرجة ميدانية له قاداته إلى بلديات دوائر ثنية العابد ووادي الطاقة، إشارة انطلاق مشروع تزويد الرواق الرابع بالمياه الصالحة للشرب انطلاقا من سد كدية لمدور ببلدية تيمقاد.



بمصاريف إضافية هم في غنى عنها بعد أن وضعتهم الأزمة تحت رحمة أصحاب الصهاريج الذين استغلوا الفرصة لرفع الأسعار بحجج واهية، رغم كل الوعود التي أعطيت من قبل السلطات الولائية بضمان تامين كاف بهذه المادة الحيوية خلال فصل الصيف عبر تخصيص مبالغ مالية كبيرة لحفر آبار وتجهيز أخرى جديدة، غير أن كل ما قيل لم يغير في الأمر شيئا بعد أن تجددت الأزمة منذ بداية هذا الفصل، ويذكر أن "عبد الخالق صيودة" كان قد منع عمال إطارات الجزائرية للمياه وكذا مديرية الري من العطل السنوية إلى غاية حل أزمة المياه الحادة التي دخلت فيها الولاية منذ دخول فصل الصيف.

... والتنمية الغائب الأكبر بيريش في باتنة

يناشد العشرات من قاطني قرية بريس ببلدية أولاد عوف بدائرة عين التوتة، والي باتنة الجديد ضرورة التدخل لدفع عجلة التنمية بالمنطقة التي تعاني الكثير من التهميش والتمييز في برمجة المشاريع، حسب ما أشار إليه رئيس جمعية ينابيع ثنسطيت للفلاحة والتنمية والترقية الريفية، حيث كشف بعض المواطنين عن مراسلاتهم العديدة للجهات المعنية خاصة رئيس البلدية والدائرة لبرمجة بعض المشاريع الهامة أو على الأقل إشراكهم في المشاريع المقترحة لبعث عجلة التنمية بالمنطقة. ولعل الطابع الفلاحي والرعوي للمنطقة جعل من عودة السكان إليها بعد العشرية السوداء أمرا حتميا كون أغلب السكان

المشروع الذي سُجل شهر مارس من سنة 2010 وجمّد بعد ذلك بسبب التقشف، حددت قيمته المالية بأزيد من 404 مليار سنتيم وبأجل إنجاز قدرت بـ 35 شهرا، سيشمل 7 بلديات جنوبية متضررة من أزمة الجفاف التي اجتاحت ولاية باتنة مؤخرا والمتمثلة في الشمرة، تيمقاد، عيون العاصيف، وادي الطاقة، ثنية العابد ومنعة وبلدية تيغراغر، ما من شأنه إنهاء أزمة العطش على مستوى هذه البلديات التي انتفض سكانها مؤخرا ضد غياب الماء الشروب بعد تضويع أغلب الآبار الارتوازية وجفاف عيون طبيعية كانوا يعتمدون عليها في التزود بهذه المادة الحيوية منذ سنوات.

يأتي هذا المشروع تكملة لسلسلة مشاريع الربط بالمياه من سد كدية لمدور، الذي يزود حاليا عدة بلديات وتجمعات سكانية بالمياه عبر ثلاثة أروقة بحيث يربط الرواق الأول السد ببلديات تازولت، باتنة، عين التوتة، ويريك و يضم الرواق الثاني تزويد سكان أريس بالمياه في حين يوفر الرواق الثالث المياه لسكان ولاية خنشلة. المسؤول الأول على رأس الولاية، أعطى خلال ذات الزيارة التي خصصت لمشاريع المياه، إشارة انطلاق مشروع تدعيم بلدية هم الطوب بالمياه الصالحة للشرب بأجل إنجاز قدرت بـ 4 أشهر وكذا وضع حيز الخدمة لمنقب الشرب بالمرفق التابع لبلدية وادي الطاقة.

عائلات تحت رحمة أصحاب الصهاريج جدير بالذكر أنه لا حديث هذه الأيام في العديد من بلديات من ولاية باتنة، سوى عن أزمة العطش التي نفصت يوميات الآلاف من العائلات وأثقلت أربابها

أفادوا به وتجهيز البئر الارتوازي المنجز بشبكة توزيع للسقي مع ضرورة إتمام تعبئة الشطر الباقي من طريق قرية بريس الرابط بين بورقيبة وبوقلمة والشطر الباقي من المدرسة الابتدائية إلى بني فكون مع الأخذ بعين الاعتبار ربط القرية بالغاز الطبيعي، وتعميم الإنارة العمومية والكهرباء الريفية وكذا إتمام مشروع ترميم السواقي والأودية لمنع انجراف التربة.

كما تأتي انشغالات إنجاز فرع بلدي وربط المنازل بالمياه الصالحة للشرب وتخصيص حصة معتبرة من السكنات الريفية، بالإضافة إلى ترميم المرافق العمومية المتواجدة بالقرية قصد بعث نشاطها من جديد على غرار المستوصف والمدرسة من أولويات الانشغالات.

يملكون أراضي فلاحية يمارسون فيها مختلف الشعب الفلاحية على غرار تربية المواشي، زراعة الفواكه والخضروات وغيرها، وهذا ولاتزال المنطقة كذلك في أمس الحاجة إلى مشاريع تنموية تضمن بقاء واستقرار السكان في المنطقة مما يساعد على عودة النشاط الفلاحي إلى سابق عهده حيث تعد المنطقة سابقا الممون الرئيسي لأسواق المدن المجاورة إذ تشتهر بجودة منتوجاتها ووفرتها، ولتحقيق هذا يضيف السكان لابد من بعث مشروع البئر الارتوازي الثاني الذي توقفت به الأشغال عند بدايتها، حسب ما